



Mairie
de

VILLARS
84400

Tél/fax : 04 90 75 40 01
e-mail :
secretairegenerale@villars84400.fr

**ARRÊTÉ MUNICIPAL DE CIRCULATION ALTERNÉE
ET STATIONNEMENT INTERDIT**
N° AR-2024-0048

Nous, Maire de la commune de VILLARS (84),

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-3 du 07 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-,1 L2213-2 et L.2215-21,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière et les textes d'application,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} Partie – Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié,

Vu la demande présentée par la société GERVASONI, représentée par GERVASONI Éric, en vue d'effectuer l'arrachage d'une souche dans le mur qui se trouve en bord de rue. Date prévu des travaux le 03 octobre 2024 et le 04 octobre 2024 pour une durée de 2 jours calendaires.

CONSIDÉRANT que pour permettre le bon déroulement de ces travaux il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement au 52 rue des Bassins – Hameau les Grands Cléments à VILLARS 84.

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise GERVASONI est autorisée à effectuer les travaux ci-dessus, 52 rue des Bassins – hameau les Grands Cléments le 03 octobre 2024 et le 04 octobre 2024 pour une durée de 2 jours calendaires.

Article 2 : Le pétitionnaire sera chargé de la mise en place des panneaux règlementaires et de la sécurisation des travaux.

Article 3 : Le stationnement sera interdit et la circulation des véhicules se fera par circulation alternée et réglementée par feux tricolores et manuellement.

Article 4 : À l'ouverture du chantier le pétitionnaire devra être en possession des réponses aux DICT sollicitées préalablement auprès des différents concessionnaires de réseaux. Dans le cas contraire les travaux devront être reportés à une date ultérieure.

Article 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

Article 6 : La commune décline toute responsabilité en cas d'accident. Les droits des tiers sont réservés. Après les travaux la chaussée sera remise en l'état.

Article 7 : La secrétaire de Mairie, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie, la Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site

Article 8 : La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie d'APT (84) et notifié à l'intéressé.

Fait à VILLARS le 03 octobre 2024

Le Maire

Sylvie PEREIRA

